

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 17 juillet 2023 - 1 €

N° 40

Un Indien dans la ville

Le 14 juillet à 14 heures, par une sorte de clin d'œil amusé, TF1 a programmé, sous ce titre, la sympathique comédie jouée par Thierry Lhermitte où l'on voit un jeune Amérindien sorti de la jungle amazonienne découvrir la capitale française. Ce n'était pas le même Indien qui au même moment déjeunait à l'Élysée après avoir assisté place de la Concorde au défilé militaire de la fête nationale : Narendra Modi, Premier ministre du pays le plus peuplé du monde, vingt fois la population française, représente une tout autre Inde, l'Inde mythique, fabuleuse, l'Inde des mille et une nuits, mais aussi le président du G 20, les vingt économies les plus prospères, dont le sommet aura lieu à New Delhi en septembre.

La guerre en Ukraine a paradoxalement propulsé l'Inde à la tête d'un « *Sud Global* » qui n'est pas la suite du fameux non-alignement mais la figure d'un nouveau monde dont on aurait cette fois découvert la véritable direction. Nouvelle découverte de l'Amérique, celle de l'Inde du XXI^e siècle n'est pas qu'un simple sous-produit de la rivalité sino-américaine.

Modi a certes été reçu en visite d'État à Washington du 21 au 23 juin d'une façon si brillante que cette réception éclipsait tout ce que Paris pouvait lui proposer : il avait déclaré forfait

au sommet parisien pour un nouveau pacte financier mondial tenu à la même date ; la place d'honneur sur le podium du 14 juillet était une forme de rattrapage, assortie de spectaculaires commandes de 26 Rafales Marine devant équiper le premier porte-avions de fabrication indienne, ainsi que trois sous-marins Scorpène supplémentaires, ceux-là mêmes qui devaient équiper l'Australie.

L'Inde n'est pas une alternative à la Chine. Son PIB n'est que le cinquième de celui de la Chine pour une population équivalente. En termes d'influence mondiale, les deux États-Civilisations ne se comparent pas. L'Inde encourt la critique des médias internationaux pour ses archaïsmes religieux quand la Chine apparaît pour le meilleur et plus souvent le pire à la pointe de l'Intelligence ar-



SOMMAIRE

P. 1 : Un Indien dans la ville – P. 2 : L'Inde tous azimuts. – L'Inde se qualifie dans le spatial. – P. 3 : Lectures. P. 4 : Europe. P. 5 : Autodafés. – Lettre à Alain Delon. – P. 6 : Statues. – P. 7 : Silence dans la rame. – Un conte estival. – P. 8 : Macron en panne ? – Sncf : zone de dangers ? – P. 9 : Cagnottes. P. 10 : Ma prime Reno'v. – P. 11 : Théâtre à Avignon. – P. 12 : Manifeste du conte de Paris pour l'écologie politique.

■ **Otan** : Le président turc a levé, le 10 juillet, son opposition à l'adhésion de la Suède à l'Otan.

■ **Israël** : La Knesset a voté le 11 juillet, par 64 contre 56 voix, une des mesures de la réforme de la Cour suprême souhaitée par Benjamin Netanyahu. Cela fait des mois que des dizaines de milliers d'opposants à cette réforme manifestent en bloquant les rues. Le principal syndicat des médecins menace également d'une grève perlée si la réforme est menée à son terme.

■ **Espagne** : Le constructeur ferroviaire Alstom a signé, le 10 juillet, un contrat de dix ans pour son alimentation électrique avec une « ferme solaire » qui sera construite d'ici 2025 en Andalousie, pour une puissance de 160 GWh par an.

■ **Norvège** : La compagnie DNO a annoncé le 10 juillet avoir découvert un nouveau gisement de gaz naturel dans les eaux norvégiennes, qui pourraient équivaloir à 230 millions de barils de pétrole.

■ **Russie** : Une vingtaine d'officiers supérieurs russes semblent avoir été limogés récemment. On est sans nouvelles vérifiables d'Evgueni Prigojine. La remise à l'armée de plus de 2000 armes lourdes par la milice Wagner a fait l'objet de reportages à la télévision officielle.

■ **Asie** : Le 30^e forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et la 56^e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Asean, organisés à Jakarta du 11 au 14 juillet, ont été l'occasion

tificielle. La Chine surestimée est redoutée, l'Inde trop souvent sous-estimée est méprisée. De plus en plus d'enfants occidentaux apprennent le mandarin. À qui viendrait-il l'idée d'apprendre l'hindi ? Les Indiens ne parlent-ils pas tous anglais ? La vogue du yoga dont Modi ambitionnait de devenir le gourou mondial n'éclipse pas le néoconfucianisme dont Xi Jinping est le maître incontesté.

Les magnifiques unités enturbannées à l'allure martiale qui ont défilé sur les Champs-Élysées faisaient figure d'étrangers exotiques tout comme leurs ancêtres qui avaient élu cantonnement dans la ferme de mon arrière-grand-mère dans la vallée de la Lys. Les beaux dimanches, mes parents m'emmenaient en promenade au lieu-dit « *la Bombe* », l'unique mémorial indien où étaient couchés près de cinq mille d'entre eux, à quelques kilomètres de ma ville natale, Armentières.

Modi s'y était rendu lors de son premier voyage en France en 2015. Même si en 1914-1915, c'était alors l'empire britannique, déjà contesté par les nationalistes, et qu'hindous, musulmans, sikhs et gurkas étaient mêlés, c'était et cela reste, hier comme aujourd'hui, une part de l'Inde éternelle.

Dominique Decherf

L'Inde tous azimuts

La parade du 14 juillet n'a pas été marquée que par des huées à l'encontre d'Emmanuel Macron, puisque 240 membres des forces ar-

mées indiennes ont retenu l'attention, leur pays étant l'invité d'honneur, avec le Premier ministre Narendra Modi.

Le communiqué commun du même jour a insisté sur la force de ce qui est présenté comme une véritable alliance : « *Nos engagements politiques et diplomatiques sont parmi les plus forts et les plus fiables. Notre partenariat de défense et de sécurité est solide et couvre des fonds marins à l'espace. Nos liens économiques renforcent notre prospérité et notre souveraineté et permettent d'accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement.* »

En outre, le chef du gouvernement indien a donné son accord pour l'achat de 26 nouveaux avions Rafale – 36 avaient déjà été achetés en 2015 – et de 3 sous-marins, les uns et les

autres de plus en plus équipés avec du matériel produit sur place.

Première puissance démographique devant la Chine, l'Inde tient un rôle majeur dans cette région Indo-Pacifique qui braque tous les regards. D'ailleurs, l'an passé, New Delhi et l'ASEAN, l'Association des nations du Sud-Est asiatique, ont célébré leurs 30 ans de partenariat, ce qui signifie pour le pays autant d'années de regard vers l'Extrême-Orient, une forme d'ouverture complétant la libéralisation économique engagée il y a aussi une trentaine d'années.

Mais, au-delà des échanges commerciaux et de la volonté d'attirer des capitaux étrangers, il s'est également agi, petit à petit, de coopérations dans la défense avec des partenaires asiatiques et même au-delà. La vieille confrontation

L'Inde se qualifie dans le spatial

Après les États-Unis, la Russie et la Chine, l'Inde vient d'accéder au club des pays ayant réussi un alunissage avec sa fusée non habitée qui a été lancée la semaine dernière. La fusée Chandrayaan-3 ("Module lunaire") a décollé de Sriharikota, dans l'État méridional de l'Andhra Pradesh, quatre ans après un échec.

La mission doit durer 14 jours et permettre de faire atterrir un rover, sorte de robot mobile qui va explorer la Lune. Une mission évaluée à près de 75 millions de dollars.

Depuis 2014 l'Inde se place comme premier pays asiatique à mettre un satellite autour de Mars. A priori, l'Inde pourrait également lancer une mission habitée de trois jours autour de la Terre, dès 2024.

Petit parmi les grands, l'Inde représente 2 % du marché spatial dans le monde. Mais il progresse très vite, d'autant que ses coûts sont très largement inférieurs à ceux des autres pays. Déjà ce nouveau tir a coûté la moitié de celui infructueux de 2019.

L'organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) est confiante dans le succès de cette nouvelle mission et projette déjà l'envoi d'une mission habitée vers la Lune très rapidement. Le pays le plus peuplé du monde avec 1,4 milliard d'habitants, déjà cinquième puissance mondiale, place beaucoup d'espoirs dans ces conquêtes spatiales.

Philippe Buron Pilâtre

avec la Chine, qui se poursuit toujours à travers des contentieux territoriaux, a également poussé l'Inde à accroître ses relations tous azimuts.

L'Inde et les États-Unis, aussi, ont construit un partenariat stratégique, alors que, au départ, New Delhi se situait plutôt du côté de Moscou, ne serait-ce que parce que le rival pakistanais s'appuyait sur Washington. Depuis 2007, des exercices navals les réunissent tous les deux ans tandis que, chaque année, se tient un dialogue sur l'Asie orientale.

Dans un cadre plus général, les USA ont encouragé leurs alliés à se rapprocher de l'Inde, ce qui fait que les forces aériennes de Singapour louent la base militaire de Kalaikunda, au Bengale-Occidental.

Des accords ont également été passés avec le Japon et la Thaïlande. Enfin, depuis 2021, le Quad, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité qui rassemble les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie, milite pour la défense de « l'État de droit, la liberté de navigation et de survol, la résolution pacifique des conflits, les valeurs démocratiques et l'intégrité territoriale des États », ce qui vise la Chine.

Dans ces conditions, les réserves que peuvent émettre les ONG et les observateurs critiquant le nationalisme hindou du Premier ministre Modi, notamment vis-à-vis des minorités musulmanes (200 millions) et chrétiennes (32 millions), pèsent assez peu dans la balance diplomatique.

Jean Étèvena



ROMAN

Cœurs blessés

Il fait une chaleur épouvantable. Sally, dix-sept ans, monte la colline péniblement, en pestant contre ce soleil qui la mord. Elle s'est enfuie d'une clinique où elle était soignée pour anorexie et en veut à ses parents et aux médecins, sa colère l'étouffe. En traversant la campagne, elle rencontre Liss, la cinquantaine, une femme solitaire ; la fermière lui offre l'hospitalité.

Ewald Arenz célèbre l'amitié dans ce roman où deux femmes blessées par la vie vont s'approprier grâce au travail des champs et de la vigne : cueillir les poires, récolter le miel, préparer le riesling ensemble. Prendre soin de la nature, c'est aussi se soigner, corps et âme.

« Le parfum des poires anciennes », Ewald Arenz, Albin Michel, 312 p., 21,90 €.

THRILLER

Disparus

Une nuit sur les Monts d'Arrée. La voiture roule sous un sombre crachin quand elle heurte un objet. Hadrien, le père, descend constater les dégâts, suivi de Tom, le fils. Vivian, la mère, attend à l'intérieur puis finit par sortir à son tour. Effroi : les hommes ont disparu. Un spectre surgit, hache en main, et elle n'a pas d'autre



choix que de fuir pour sauver sa peau. Un camionneur la conduit à la gendarmerie. La lieutenant Maëlys Mons, qui mène l'enquête, s'interroge sur Vivian : victime ou folle ? Niko Tackian distille l'angoisse au long des pages entremêlant cauchemars et mythes.

« La Lisière », Niko Tackian, Calmann-Lévy, 324 p., 19,90 €.

VOYAGES

Tro Breiz

Voyager lentement à bord d'une jolie Fiat 500 des années soixante, jaune moutarde, pour apprécier la beauté du paysage. Flâner, faire une halte pour déguster un Kig ha farz (sorte de pot-au-feu), croiser Surcouf et Chateaubriand, se perdre dans les routes de campagne ou longer le littoral avec vue imprenable sur la mer, admirer les villages typiques, les phares et les vestiges de pierre... c'est le programme qu'offre ce tro Breiz (tour de Bretagne) qui démarre à la baie du Mont Saint-Michel et s'achève au bout du Morbihan. Un beau livre, grand format, illustré de dessins et photos. À (s')offrir.

« Road trip sur le littoral de la Bretagne », Valentin Biret (texte) & Alice Bertrand (photographies), éditions Nationale 13, 192 p., 35,90 €.

REVUE

Lecture d'été

Bonnes vacances, bonnes lectures. Lire présente



70 livres pour passer un été de plaisir, partagé entre frisson policier et réflexion philosophique.

Autres sujets abordés : un dossier consacré aux écrivains et à leurs pseudonymes, un entretien croisé entre Guiliano da Empoli et Marc Dugain sur le thème de la fiction politique, les livres de développement personnel, l'univers de l'écrivain-jardiner Alain Baraton, le portrait de Sonja Delzongle et, en avant-première, des extraits des romans les plus attendus de la rentrée.

« 70 livres de l'été pour tous les goûts », Lire magazine littéraire, juillet/août 2023, 8,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

La Nation Française hebdo

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988
marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.
Abonnement :
1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RS3C000>

de rencontres de dirigeants des dix pays membres entre eux et avec des dirigeants de Chine et du Japon, mais aussi avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken ou le ministre des Affaires étrangères russes Sergueï Lavrov. Les questions des revendications chinoises sur la mer de Chine, du sort de Taïwan, des essais de missiles à longue portée par la Corée du Nord, et de l'avenir de la junte militaire birmane y ont été abordées.

■ **Thaïlande** : Pita Limjaroenat, chef du parti vainqueur des dernières élections générales (« Move Forward Party »), n'a obtenu que 325 voix lors du premier tour, le 13 juillet, de l'élection du Premier ministre par les deux chambres, alors que la majorité absolue est de 375 voix. Un deuxième tour a lieu le 19 juillet.

■ **Irak** : Le cardinal Louis Sako fait l'objet de diverses sanctions et menaces par le gouvernement de Bagdad et de campagnes de dénigrement par des milices chiites, pour avoir critiqué l'absence de liberté des chrétiens. Il a cependant le soutien du Comité des savants, plus haute autorité de l'islam sunnite dans le pays. Actuellement en déplacement en Turquie, le cardinal a annoncé qu'il allait s'installer provisoirement au Kurdistan irakien, loin de Bagdad et de son ministère de la Justice.

■ **Tunisie** : La présidente du Conseil italien, Georgia Meloni, et le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, ont rencontré, le 16 juillet à Tunis, le président tunisien Kaïs Saïed afin de finaliser un accord sur une aide économique de 900 millions et sur la limitation de l'immigration.

Europe

En moins de huit jours trois événements, apparemment sans lien, ont jeté une singulière lumière sur le projet européen. D'abord, le 11 juillet, on apprenait que, parmi 11 candidats, la Commission européenne avait choisi une citoyenne américaine pour occuper le poste de conseiller à la Concurrence (Chief economist). Fiona Scott Morton, qui a eu des fonctions au département antitrust du ministère de la Justice américain en 2011-2012, et aurait « pantoufflé » pour plusieurs Gafam (Apple, Amazon, Microsoft...) qu'elle serait censée désormais surveiller...

Le 12 juillet, le Parlement européen a adopté un « règlement sur la restauration de la nature ». Il va imposer de fortes contraintes écologiques aux différents pays de l'Union engagés dans un « paquet vert » qui doit permettre d'atteindre la « neutralité carbone » d'ici 2050. Il a été voté par 336 sociaux-démocrates, verts, libéraux-centristes, extrême gauche... contre 300 conservateurs, chrétiens-démocrates, centristes et nationalistes...

Quant aux 17 et 18 juillet, ils devaient être consacrés, à Bruxelles, au troisième sommet de l'Union Européenne et des pays du Marché commun d'Amérique latine (Mercosur = Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay auxquels sont associés Chili, Bolivie, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou et Suriname, le Venezuela étant suspendu depuis sept ans). C'était, selon le gouvernement espagnol, l'occasion de finaliser les accords de libre-échange entre l'Europe et l'Amé-

rique latine, conclus depuis 2019 mais restés lettres mortes. La France et l'Allemagne y ont, jusque-là, mis leur veto faute d'« accords miroir », c'est-à-dire imposant des obligations sociales et écologiques à peu près comparables de part et d'autre. Allait-on abandonner cette exigence au nom de la solidarité avec les pays émergents ?

Pour chacune de ces décisions, il y a une logique plus ou moins explicable. Par exemple, si on veut une législation antitrust à l'américaine, pourquoi ne pas recruter une Américaine ? Mais cette ancienne employée des Gafam en a-t-elle seulement le droit ? Durant les deux prochaines années, elle devra se « déporter » quand ses anciens employeurs seront mis en cause dans des affaires de position dominante, alors que ce secteur de l'Internet est sans doute le plus lourd en termes de monopoles ? Et puis on apprend que la Commission européenne a également recruté une directrice du personnel en chef de nationalité britannique en dépit du récent Brexit... Sans doute a-t-on estimé qu'il valait mieux être hors du jeu pour mieux arbitrer entre les pays membres de l'Union ?

Ensuite on impose aux agriculteurs et éleveurs européens de diminuer leur pression sur les paysages. N'est-il pas temps en effet de mettre le hola à des pratiques intensives qui détruisent la flore et la faune sauvage sans oublier nos ressources en eau potable ? Certes, mais la question de l'autonomie alimentaire se pose de plus en plus, surtout depuis le début de la guerre en Ukraine... Alors, est-ce le moment de diminuer

nos productions ? Et si nous importons notre viande, nos fruits et légumes et nos céréales de pays comme la Chine et le Brésil, qui ont mis dans leurs lois qu'ils ne respecteront pas les critères écologiques européens, est-ce que la planète va vraiment y gagner en termes de bilan carbone et autres ?

Signer un accord de libre-échange avec l'Amérique latine – ou avec la Nouvelle-Zélande comme on vient de le faire – pose exactement les mêmes contradictions. D'un côté, cela favorise les échanges économiques et ouvre la porte à un progrès pour des pays qui sont aussi nos clients sans lesquels nos industries technologiques ne sont pas rentables. D'un autre côté, cela favorise des cultures à base d'OGM, dont nous ne voulons pas chez nous, ou des élevages intensifs ne respectant pas nos exigences éthiques... Sans parler du transport sur des milliers et des milliers de km !

Gouverner c'est choisir. Quand le décideur est de bonne foi et tient compte de tous les intérêts et paramètres en cause, même une décision apparemment injuste peut être légitime. Mais quand on est dans un contexte de surenchères idéologiques (Greta Thunberg s'était invitée à Bruxelles le 14 avril) et de graves accusations de corruption (le Qatar-gate ou le Maroc-gate ne sont pas encore de l'histoire ancienne...), la conjonction des décisions problématiques finissent par faire soupçonner une trahison des peuples européens par ceux qui sont en principe leurs représentants. Le 9 juin 2024, ces représentants seront renouvelés.

Est-ce pour cela qu'ils se dépêchent de prendre des décisions hasardeuses ? Ils savent qu'elles passent de moins en moins auprès de ceux de leur contitoyens qui veulent bien regarder ce qu'il se passe à Bruxelles même dans la torpeur estivale d'un début de grandes vacances.

Frédéric Aimard

Autodafés

Plusieurs manifestations au cours desquelles un Coran a été déchiré et brûlé ont eu lieu en Suède au début de l'année, notamment devant l'ambassade de Turquie, malgré l'interdiction par la police qui craignait des troubles à l'ordre public, tandis que le ministre des Affaires étrangères craignait les conséquences diplomatiques – avec notamment la Turquie qui pouvait refuser l'entrée de la Suède dans l'Otan – et que celui de l'Économie s'inquiétait du probable boycott des produits suédois dans de nombreux pays musulmans. Mais la justice administrative suédoise a donné tort à la police en première instance et en appel.

Si bien qu'une nouvelle provocation a été facilement organisée, le 28 juin dernier, devant la grande Mosquée de Stockholm. Un réfugié d'origine irakienne y a piétiné un Coran, y a inséré des tranches de jambon, avant de le brûler, devant quelques centaines de spectateurs brandissant leur smartphone dans l'espoir de faire le buzz, et sous la protection de la police ! Les blasphémateurs suédois sont semble-t-il souvent d'origine kurde. Ils

Suite en page 6.

Lettre à Alain Delon

Monsieur, en parcourant l'actualité, en cherchant l'inspiration nécessaire à la rédaction de ma correspondance hebdomadaire, je me suis demandé s'il restait encore quelqu'un, parmi les personnalités qui ont accompagné notre histoire contemporaine, capable de nous rassurer.

Et puis, je me suis souvenu de cette déclaration datant de 2018, lorsque vous disiez : *« Je hais cette époque, (...) tout est faux, tout est faussé, il n'y a plus de respect, plus de parole donnée... » Ce respect dont vous avez fait preuve au détour d'une rue quand, alors que nous sortions avec l'ami*

Pierre-Jean d'une réunion agricole, vous nous avez gratifiés d'un « Bonjour messieurs » avant de disparaître, boulevard Haussmann, dans la pénombre d'un immeuble ancien. (Comment oublier cet instant où nous venions de croiser à la

fois Le samouraï, Un flic, Le battant, Corey, L'homme pressé et Monsieur Klein... ?). Ce respect qui disparaît progressivement de nos écrans où j'apprends qu'une ancienne finaliste aux élections présidentielles va bientôt animer une émission aux côtés de celui qui remplissait son slip de vermicelles. Ce respect où le cinéma que vous avez si bien représenté n'est plus celui du Guépard, de Plein soleil, du Cercle rouge ou des Granges brûlées. Mais celui de ceux qui veulent nous apprendre à penser, car ils croient que la portée de leur talent est proportionnelle à celle de leurs idées.

Ces idées qui rangent du côté des personnes peu fréquentables ceux qui écoutent encore Sardou, regardent Delon ou lisent D'Ormesson. Ces idées qui plébiscitent le propos d'Omar Sy et de Mbappé ou, entre autres célébrités rétribuées avec nos deniers, celui de ces députés(e)s qui défilent ces temps-ci aux côtés de la famille Traoré.

Dire que notre pays est en train de perdre ses quatre points cardinaux est un euphémisme si l'on considère ce dont certains politiciens sont capables quand, au lieu d'encourager la concorde, ils passent leur temps à promouvoir le désordre. D'où l'idée de cette correspondance adressée à la dernière icône du cinéma français, partenaire à l'écran de Lino, de Gabin, de Belmondo et, dans la vie, de Mireille, de Nathalie, de Romy...

Grand témoin de ce que fut notre pays quand la « parole donnée » existait encore, c'est le regard de Delon que nous allons chercher au temps des DS, des cabines téléphoniques, des trains de nuit, des routes de campagnes, des bistrot de quartier, des flics et des voyous qui savaient encore établir une différence entre l'honneur et l'indignité.

Vous avez, avec ces actrices et ces acteurs qui ont fait, au cours des Trente glorieuses, les grandes heures du cinéma français, incarné le panache, l'élégance, l'audace, la force, l'exigence et la beauté d'un modus vivendi que le monde entier nous enviait. Vous avez, de René Clément à Melville en passant par Giovanni, Lautner, Deray ou Visconti joué ce que nous aurions aimé jouer, aimé celles que nous aimions, croisé ceux que nous ne pourrions jamais oublier, peut-être car nous sommes encore quelques millions à assumer, sans trembler, cette portion consubstantielle de nostalgie qui porte en elle les valeurs qui faisaient le prestige de notre pays.

Voilà Monsieur, ce que, modestement je voulais adresser aujourd'hui à celui qui, sans nous connaître, nous salua, tout simplement, voilà déjà presque trente ans dans une rue de Paris. ■

* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire L'Agri et éditorialiste du Bulletin d'Espalion, ancien paysan et syndicaliste agricole, il vient de publier *Bien chers tous*, aux éditions MBE, 550 pages, 20e.



par Jean-Paul Pelras *

gration vers l'Europe. La Tunisie est le principal pays de transit de l'émigration subsaharienne, malgré l'hostilité de plus en plus marquée, voire la violence, de la part des autorités et de la population tunisiennes à l'égard des Africains noirs.

■ **Mexique** : Un journaliste a été tué par balles le 15 juillet à Acapulco, une semaine après qu'on avait retrouvé le corps sans vie d'un de ses collègues enlevé dans l'État du Nayarit. Plus de 160 journalistes ont été assassinés au Mexique depuis 2020, dont 13 en 2022, le plus souvent pour les empêcher d'enquêter sur le crime organisé.

■ **Jeux vidéo** : La Federal Trade Comision n'a pas obtenu du tribunal fédéral de Californie un blocage du rachat par Microsoft d'Activision Blizzard pour 67,8 milliards de dollars. La décision a été publiée le 11 juillet. La justice anglaise qui avait interdit cette fusion, doit se prononcer en appel d'ici la fin juillet.

■ **Intelligence artificielle** : Le 13 juillet, Google a étendu son « dialogueur » ou « assistant conversationnel » (chatbot en anglais) basé sur l'intelligence artificielle à plus de 40 langues dont le français. Il se nomme « Bard » et se veut le principal concurrent de ChatGPT développé par OpenAI.

■ **Cinéma** : Pour la première fois depuis 1980, les syndicats d'acteurs ont lancé un mouvement de grève le 13 juillet dans les grands studios d'Hollywood, rejoignant les scénaristes qui sont en grève depuis mai, pour obtenir des augmentations de rémunération pour

ont certainement bien des raisons de vouloir se venger notamment du régime islamo-conservateur au pouvoir en Turquie. Mais n'ont-ils donc aucun devoir de prudence à l'égard du pays qui les accueille ?

En « réponse », des miliciens chiites irakiens ont pénétré dans l'ambassade de Suède à Bagdad pour y brûler un drapeau arc-en-ciel, symbole des revendications homosexuelles... Réaction relativement « raisonnable » car on a connu naguère de plus violentes.

Et voilà qu'à Stockholm, la police est confrontée à plusieurs demandes de brûler une Torah devant l'ambassade d'Israël. D'abord un écrivain égyptien de 34 ans, également « réfugié » en Suède. Il voulait réagir au fait qu'un politicien d'extrême droite, Rasmus Paludan, avait brûlé un Coran devant une mosquée... au Danemark. Puis il avait renoncé à ce petit plaisir, sous la pression, dit-on, des autorités religieuses musulmanes de Suède.

Cette semaine, il s'agissait d'un musulman de 32 ans, Ahmad A., qui avait annoncé son geste pour le 15 juillet, avant d'y renoncer lui aussi le jour-même, devant un petit groupe de personnes à quelque cinquante mètres de l'ambassade. Il souhaitait seulement, a-t-il expliqué, attirer l'attention sur le conflit israélo-palestinien et protester contre la supposée différence de traitement par la société suédoise entre juifs et musulmans...

Mais la police nous informe qu'une femme d'une cinquantaine d'années, pour l'instant anonyme, demande aussi le droit de brûler bientôt un Coran en public... Pauvres poli-

ciers suédois sommés par les juges de faire respecter le droit d'expression avant toute chose !

On lit dans les *Antiquités judaïques* de l'historien Flavius Joseph qu'un officier romain avait brûlé un rouleau de la Torah en public, dans les années cinquante après J.-C., ce que ses supérieurs avaient désapprouvé au point de lui faire trancher la tête pour calmer le peuple juif indigné... Les Romains ne plaisaient pas avec l'ordre public.

Les auteurs des actuels autodafés seront poursuivis *a posteriori*, nous affirme-t-on, en justice, pour incitation à la haine raciale et religieuse. Que risquent-ils ? La justice pénale suédoise est-elle moins obsédée de la liberté d'expression que sa justice administrative ? Plus respectueuse des convictions religieuses des uns et des autres et de la paix civile ?

Frédéric Aimard

Statues

Parmi les caractéristiques de la Belgique demeure le fait que cet État de même pas 31 000 km² a réussi à mettre sur pied et à administrer sa colonie unique de plus de quelque 2 300 000 km², soit 74 fois sa taille ! On en connaît les aléas, liés à la personnalité exigeante du roi Léopold II, aux richesses minières fabuleuses du territoire et aux conditions déplorables de sa décolonisation qui, malgré les 32 ans de la dictature de Mobutu, conditionnent encore ses malheurs (un opposant vient d'y être assassiné

le 13 juillet). Le pays fut longtemps très fier de sa colonie, desservie, malgré les distances, par un réseau d'institutions administratives, sanitaires et religieuses.

En outre, durant la Seconde Guerre mondiale, ses ressources furent mises à la disposition des Alliés.

À Bruxelles, plus exactement à Tervuren, a rayonné, à partir de 1898, le Musée royal de l'Afrique centrale, voulu par Léopold II pour servir à la fois de musée et d'institut scientifique. Il célèbre donc ses 125 années d'existence et les 5 ans de sa réouverture après restauration.

Dans le cadre de la remise en cause du passé et de la condamnation de la colonisation, il s'interroge « sur le rôle qu'il a joué hier, sur celui qu'il remplit aujourd'hui et celui qu'il assumera demain ». Dans ce cadre, il vient d'être décidé que son « dépôt des statues » devait disparaître de l'exposition permanente.

Les responsables de ce qu'on dénomme aujourd'hui l'AfricaMuseum ont en effet décidé d'exclure du parcours des visiteurs l'entrepôt aménagé en 2018 où avaient été rassemblées « des statues représentant les Africains de façon stéréotypée et glorifiant la colonie et ses fondateurs » car elles contribuaient « à la représentation négative de l'Afrique ».

Heureusement, « d'autres représentations coloniales négatives restent présentes dans l'exposition permanente, mais elles sont accompagnées d'une mise en contexte et d'explications ». On ne saurait être trop prudent.

Précy

Silence dans la rame

À la gare du Nord à Paris, on peut prendre le train pour Amsterdam. Il s'appelle Thalys, qui sonne comme une déesse de l'antiquité mais qui n'est rien qu'une invention contrairement à Thales qui, même si cela n'a rien à voir avec cette société, ce fut un philosophe assez côté.

Thalys donc n'est pas la SNCF et c'est dans les petits détails que ça se voit. L'ambiance d'abord. La couleur qui prédomine c'est le rouge foncé, un vieux bordeaux (pourtant il ne va pas par là). Les sièges, miracle, sont confortables, en seconde on se croirait en première classe. Et le top, c'est le calme. Je me suis posé la question, d'où vient cette sérénité absolue dans ce train ? Et j'ai trouvé. C'est le silence.

Pour ceux qui prennent souvent le TGV, rien de plus agaçant que le bavardage. Il y a d'abord : « *Le train va bientôt partir, toutes les personnes ayant accompagné, etc., sont priées de descendre* » et dès le départ du train, cela ne s'arrête plus : « *Bonjour, votre chef de cabine Foulques de Saint Denis et le barista, Enguerrand (pour éviter toute confusion les prénoms ont été changés), vous souhaitent la bienvenue sur ce train qui assure la liaison, etc. Au bar vous trouverez un large choix de boissons aromatisées, énergisantes, euphorisantes ainsi que des sandwiches, etc.* » À chaque arrêt ensuite « *L'étiquetage des bagages est obligatoire ainsi qu'éteindre les téléphones et se débarrasser des emballages et canettes*

vides auprès de Mahaut et Petronille, nos charmantes hôtesse de propreté qui passeront parmi vous pour récupérer ces articles ».

Et cela vous poursuit jusqu'à la descente du train quand une voix effectivement particulièrement suave vous dit : « *Vous n'avez rien oublié ? Préparez-vous à descendre...* » Sans oublier le classique et néanmoins régulier : « *Excusez-nous pour le retard... D'une demi-heure, une heure, 5 heures, etc., la SNCF vous souhaite.* » Et bien rien de tout ça dans le Thalys. À croire qu'après l'effort de créer un environnement confortable pour les passagers, la direction était trop épuisée pour prodiguer le moindre conseil aux voyageurs !.. Et j'ai bien regardé. Visiblement ils avaient tous trouvé seuls le chemin des toilettes, le rack à bagages et le bar et, sans que personne ne leur dise, ils jetaient tous leur canette dans le sac que la jolie Mahaut leur présentait au fur et à mesure.

Pour un train qui fut sans commentaires j'en ai fait beaucoup...

Adrien Boros

Un conte estival

En ces jours heureux de soleil estival, bénis d'un ciel céruleen et d'une mer azurée, voiliers et mouettes tirent des bords comme en régates, contemplés par de nombreux promeneurs dans les Jardins de la Mer de Bohai, remplis de fleurs et d'oiseaux et enveloppés de paisible sérénité...

Proche du rivage, dans les prairies sous-marines

tapissées de posidonies fleuries, jouent gaiement de jeunes naïades parmi de scintillants poissons...

Dans le Parc, sous la fraîcheur des hêtres, des sycomores et des cyprès, propices aux exercices de taijiquan, de vieux messieurs déambulent gravement avec leurs oiseaux, tandis que d'autres suspendent les cages aux branches des arbres et aux bosquets de glycines, de manière à favoriser les conversations et pépiements animés entre merles, perroquets, mandarins, rossignols et autres hôtes de ces bois...

C'est aussi un paradis efflorescent de tulipes, pivoines, forsythias, fleurs bocagères, s'épanouissant sous les arbres en forme de tapisseries multicolores, grâce aux mains agiles des jardinières, semblables à des fileuses moyenâgeuses...

Les fleurs et les petits enfants se regardent avec curiosité, face à face ; les grandes personnes ne peuvent pas comprendre leurs échanges, mais les fleurs sont toujours d'accord et montrent leur assentiment en dodelinant doucement de la tête...

Pourtant, cette harmonie édenique est un miracle, un prodige de la Nature, de la Vie...

Un gigantesque typhon avait déferlé jadis sur cette côte, suivi d'un irrésistible tsunami, balayant et anéantissant absolument tout sur son passage, détruisant toute vie comme fétus de paille...

Mais peu à peu, au fil des siècles, la Vie, toujours renaissante, a repris le cours irrésistible de son essor, de nouvelles générations naquirent, la nature regagna

la rediffusion sur Internet et des garanties face aux progrès de l'intelligence artificielle.

■ **Contraception** : L'agence américaine de la Santé (Food and Drug Administration) a autorisé, le 14 juillet, la mise en vente libre de la pilule anticontraceptive Opill, propriété des laboratoires Perrigo.

■ **Automobile** : Le constructeur automobile franco-japonais Nissan doit rappeler plus d'un million de véhicules dans le monde pour réparer des défauts concernant la tuyauterie et le régulateur de vitesse. Sont concernés les modèles Note Aura, Serena, Kicks et Leaf.

■ **Vélo** : VanMoof, la marque hollandaise pionnière du vélo électrique connecté, est en dépôt de bilan depuis le 12 juillet. Ses magasins dans une vingtaine de villes d'Europe ont fermé.

■ **Transport aérien** : Une grève des personnels au sol en Italie a annulé environ 1000 vols et perturbé les projets de 250 000 voyageurs le week-end des 15 et 16 juillet. Une autre grève à Bruxelles, visant la compagnie RyanAir, a conduit à l'annulation de 120 vols durant les mêmes jours.

tous ses domaines... L'oubli couvrit de son ombre le désastre d'autrefois...

Michel Humbert
cercle francophone de Yantai
(Shandong, Chine)

Sheng sheng bu xu : « La vie engendre la vie, il n'y aura pas de fin... » (*Yi Jing, Le Livre des Mutations*).

■ **Automobile :** Renault a signé, le 11 juillet, un accord avec le Chinois Geely (propriétaire du constructeur suédois Volvo depuis 2010) pour construire ensemble des moteurs thermiques.

■ **Ukraine :** Le président Macron a annoncé le 11 juillet que la France va livrer à l'Ukraine des missiles à longue portée Scalp.

■ **Viticulture :** Le midiou, qui touche tout le Sud-Ouest, frappe 90 % du vignoble bordelais depuis trois semaines, alors qu'une très belle récolte s'annonçait. La Mutualité sociale agricole (MSA) a ouvert une ligne d'écoute pour venir en aide aux vignerons désespérés.

En octobre doit commencer un plan d'arrachage, financé à hauteur de 57 millions d'euros, de près de 10000 hectares sur 110000 des vignes du Bordelais. Cette décision avait été prise pour faire face à la surproduction et au développement de la flavescence dorée, une maladie qui menace les vignes laissées à l'abandon, notamment par des viticulteurs retraités sans repreneurs ou par des investisseurs chinois qui n'ont plus le droit de sortir de leur pays. Les parcelles arrachées sont censées rester en friche durant 20 ans.

■ **Ameublement :** Les marques de meubles de cuisine *La cuisine française* et *LCF Design*, dont les origines remontent à 1821 dans leurs ateliers de Pré-en-Pail (Mayenne), ont été mises en liquidation judiciaire avec leur propriétaire Sofacem par le tribunal de commerce de Laval le 5 juillet. 47 salariés français perdent leur travail.

Macron en panne ?

Ayant essuyé quelques sifflets et huées, du genre « *Macron démission* », lors de sa descente des Champs-Élysées le 14 juillet, le président de la République a semblé davantage tourné vers le Premier ministre indien. Certes, l'aspect diplomatique et géostratégique ne peut être sous-estimé dans cette période incertaine et le rôle du chef de l'État ne saurait être minoré sur le plan international, que ce soit en Europe – où il aurait quelques visées après la fin de son second mandat – ou plus loin, mais, une fois de plus, on a eu la sensation que la situation mondiale passait avant celle des Français.

Peu importe que cette impression soit ou non fondée, mais il est certain qu'on attendait quelque chose pour le 14 juillet, à la fois à cause de cette date propice à une allocution et parce que lui-même avait dit qu'il parlerait pour dresser le bilan des cent jours d'« *apaisement* » qu'il avait décrétés après la réforme des retraites. Il n'a pas non plus procédé au remaniement dont la classe politique bruisse depuis trois mois ; on a dû se contenter de noter que, dans la tribune officielle, le Premier ministre se trouvait éloigné de lui, ce qui a été vite attribué à une « *erreur* » du protocole. Quant à lui, fidèle à son rôle de maître des horloges, il s'en est tiré par une pirouette : « *Je ne vous en ai donné ni la date ni la forme, et je les donnerai en temps voulu* ». Les ministres n'ont pas été mieux lotis, puisqu'un membre du gouvernement n'a pu s'empêcher de confier : « *Il nous*

a donné à boire et à manger. Une façon d'évoquer le remaniement sans le dire, et de manière assez habile, pour qu'on ne puisse pas en tirer la moindre conclusion. Bref, on a eu du Macron dans le texte [...] et c'est épuisant », tandis qu'un conseiller ministériel avouait : « *Ça le fait marrer. [...] Il joue avec les nerfs de tout le monde. C'est Mitterrand, mais encore plus machiavélique* ».

Certes, à ce conseil des ministres, il a dit avoir « *conscience du contexte* », évoquant même une « *période désagréable* ». En tout état de cause, on se trouve dans une totale incertitude : au-delà du sort d'Élisabeth Borne, de Pap Ndiaye ou de Marlène Schiappa, la France semble en panne avec un président dont on attend beaucoup.

Même si les déplacements des juilletistes et les épisodes de canicule accaparent l'attention, on sent bien une absence. Il y a aussi toute l'activité parlementaire et les divers projets de loi qui semblent en souffrance, tel celui sur l'immigration : le texte voté par la commission des lois du Sénat le 15 mars dernier va-t-il être repris tel quel par l'exécutif, ce qui satisferait les Républicains mais pourrait déclencher un 49.3 lors de son passage à l'Assemblée ?

Dans cette situation, l'ancien président du Conseil

constitutionnel Jean-Louis Debré a lancé une proposition le 15 juillet, à savoir une « *dissolution ou [un] référendum* ». Cela devrait être suivi de « *mesures fortes aux effets immédiats [...] mais sans partir dans toutes les directions* ». Mais avec quelle majorité ?

Jean-Gabriel Delacour

SNCF, zone de dangers ?

Dix ans après l'accident de Brétigny-sur-Orge, la maintenance ferroviaire continue d'être sacrifiée.

Tout au long du XX^e siècle, le train a été le moyen de transport le plus sûr, face aux multiples dangers de la circulation automobile et aux risques, sans cesse atténués, du voyage aérien. La comparaison reste aujourd'hui à l'avantage du ferroviaire mais de multiples études publiées depuis vingt ans soulignent les failles croissantes de la maintenance. Pourtant, le déraillement du Paris-Limoges en gare de Brétigny-sur-Orge, le 12 juillet 2013, avait soulevé une immense émotion. Le président de la République, le Premier ministre et plusieurs ministres s'étaient rendus sur les lieux alors qu'on déplorait sept morts et 70 blessés.

La revue des patronages

Pour recevoir le n° 4,
abonnez-vous – 1 an :
50 € (tarif normal).

Chèque à l'ordre de
SPFC - ACIP

60 rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson



Le lendemain, une minute de silence avait été observée dans tout le pays et, à la suite d'une longue enquête, la SNCF avait été condamnée en octobre 2022 à une amende de 300 000 euros pour homicides et blessures involontaires. Les experts avaient en effet démontré que le déraillement avait été provoqué par un défaut de maintenance dans une zone à fort trafic.

La catastrophe de Brétigny n'a pas servi de leçon. Au contraire, de nombreux spécialistes – ingénieurs et sociologues du travail – et les juges ont établi que les failles dans la maintenance du réseau ferroviaire n'étaient pas provoquées par des négligences commises par de simples exécutants. Les nombreuses pannes et les risques croissants d'accident sont le résultat des choix qui privilégient la recherche d'un moindre coût financier.

On sait que, depuis 2015, la SNCF a reçu au minimum 15 milliards de subventions par an. La Commission européenne a d'ailleurs ouvert sur ce sujet une enquête approfondie qui menace l'entreprise publique et l'État de très fortes amendes. C'est sous cette menace et dans le cadre général de la recherche d'une réduction du déficit budgétaire public, que divers gouvernements ont voulu préparer la SNCF à la privatisation. Pour affronter la concurrence, la compagnie nationale a réduit ses investissements au nom de la compétitivité, les équipements n'ont pas été renouvelés et des économies ont été faites sur la maintenance, au moment où les équipes de techniciens éprouvés partaient à la retraite. La surveillance humaine a été remplacée par

des capteurs électroniques et les nouveaux agents de maintenance travaillent souvent sur ordinateur, au détriment de l'observation directe.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le nombre d'accidents recensés soit en augmentation depuis deux ans. Le souvenir de Brétigny s'éloigne, alors que le secteur ferroviaire devient une vaste zone de dangers.

Claudine Uzerche

Cagnottes

La cagnotte en ligne lancée par Jean Messiha, un des porte-parole du parti Reconquête, pour soutenir la famille du policier ayant tué, le 27 juin, Nahel, un jeune homme de 17 ans alors au volant d'une Mercedes de location à Nanterre, a atteint 82 000 dons pour un montant de 1,6 million d'euros. Elle a été reversée à la famille par la plateforme américaine Gofundme (qui a retenu ses frais de gestion de 66 900 euros). Elle a scandalisé les militants et médias de gauche, qui voulaient qu'elle soit déclarée illégale par la justice – des plaintes ont été déposées – et annonçaient avec une joie mauvaise, qu'elle serait taxée par le fisc à hauteur de 60 %. Il y a eu de doctes avocats médiatiques pour conforter cette opinion fiscale pourtant contraire à la doctrine habituelle de l'administration en matière de petits dons dits « d'usage ». C'est en effet l'importance de chaque don – en l'occurrence moins de 20 euros en moyenne – et les revenus du donateur qui sont les critères d'acceptabilité de tels dons non fiscalisables et pas

la somme globale versée. Les riches peuvent laisser des pourboires, verser des étrennes, faire des cadeaux à leurs proches ou faire des dons à des malheureux plus que les moins riches, sans que cela soit considéré, jusqu'à présent, comme une donation taxable. Encore un « privilège » qui passe mal dans notre pays où l'égalitarisme étend toujours plus son venin !

Plusieurs cagnottes ont également été lancées pour porter secours à la famille de Nahel sur les applications Gofundme, Leetchi, Cotizup... Sur Leetchi le compteur affichait presque 500 000 euros en fin de semaine. Là, plus personne pour demander sa fiscalisation ?

En revanche, dans l'affaire de la disparition du petit Émile, deux ans et demi, alors qu'il séjournait chez ses grands-parents au Vernet dans les Alpes de Haute-Provence – une affaire qui fait la Une de tous les médias – il y a eu un certain nombre de cagnottes proposées, sans l'aval de la famille, et que le procureur de la République a dénoncées comme de possibles tentatives d'escroqueries. Il est bien placé pour le vérifier, après les plateformes accueillant de telles cagnottes dont les éventuels bénéficiaires ne peuvent pas rester longtemps anonymes.

La librairie féministe « Un livre et une tasse de thé », rue René-Boulanger à Paris (X^e arrondissement), a reçu 80 000 euros par sa cagnotte en ligne et évite ainsi la faillite... Il y a donc manifestement plus de féministes généreuses que de lectrices ou du moins d'acheteuses de livres...

Nul doute que le sort des cagnottes en ligne fera

Le groupe *Maison de la literie* a été mis en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Châlon-sur-Saône les 6 et 13 juillet. 301 magasins, dont 31 succursales, sont concernés par un projet de restructuration.

■ **Habillement :** Le tribunal de commerce de Marseille devait confier, le 17 juillet, à trois cadres de la société ayant présenté un plan de reprise, la marque de vêtements *Kaporal* spécialisée dans le *jean* (99 millions de chiffre d'affaires en 2022). Ce plan prévoit le maintien d'au moins 395 emplois sur 530 et d'au moins 72 magasins sur 85. Les quatre autres candidats à la reprise, qui étaient extérieurs à l'entreprise, n'ont pas défendu leur offre devant le tribunal.

■ **Habillement :** Selon un tweet du 12 juillet de Bérangère Couillard, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires de France, le gouvernement mobilisera un fonds de 154 millions d'euros sur la période 2023-2028 pour verser une prime de 25 euros à des consommateurs qui feront réparer un vêtement ou des chaussures chez un artisan labellisé au lieu d'acheter un produit neuf.

■ **Grande distribution :** Confronté à la concurrence des distributeurs en ligne (dont Amazon qui risque d'écraser le marché), Carrefour – qui n'avait pas pu se rapprocher de Casino en 2018, ni se laisser absorber par le Canadien Couche-Tard en 2020 ou fusionner avec Auchan en 2021 – a pu annoncer le 12 juillet qu'il est en voie de racheter

180 magasins des enseignes Cora et Match et la centrale d'achat Provera, propriétés de la famille Bouriez (groupe belge Louis-Delhaize) estimés à 1,05 milliard d'euros. Ce rachat concerne 24 000 salariés et permettra à Carrefour d'égaliser la taille de son concurrent Leclerc (leader du secteur) s'il reçoit une autorisation des autorités de la concurrence françaises.

Quant à Casino, dont on attend la cession à l'un des deux atelages de candidats repreneurs (Kretinsky-De Lacharrière et Niel-Pigasse-Zouari) d'ici deux mois environ, il a annoncé un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (en sabbat financier = *Ebitda*) de seulement 330 millions d'euros, ce qui a encore fait baisser son cours de bourse de 11 % le 13 juillet.

■ **Foot :** Le footballeur vedette argentin Lionel Messi (36 ans) qui avait annoncé la fin de son contrat avec le Paris-Saint-Germain en juin dernier, a signé le 15 juillet avec l'Inter Miami.

■ **Disparitions :** L'écrivain franco-tchèque Milan Kundera, est mort à Paris le 12 juillet. Il avait 94 ans. La chanteuse franco-britannique et actrice Jane Birkin est morte à Paris, le 16 juillet, à 76 ans.

bientôt l'objet d'une quelconque proposition de loi opportuniste et probablement d'une réglementation renforcée, comme tout ce qui offre encore une certaine liberté d'agir aux individus qui veulent faire du bien en échappant aux lourds organismes humanitaires consensuels, à la gestion généralement opaque et dispendieuse, qui veulent s'arroger le monopole de la charité selon leurs propres prismes.

Frédéric Aimard

Ma prime Renov'

Le 12 juillet, lors de la présentation de la stratégie de planification écologique du gouvernement, la Première ministre a annoncé une augmentation des deux tiers des crédits alloués au dispositif Ma Prime Rénov' qui passeront 2,4 à 4 Mds€ à partir de l'année prochaine.

Celui-ci, depuis son lancement en 2020, a déjà coûté 5,6 Mds€ destinés au financement d'1,5 million de projets de rénovation énergétique rendus obligatoires par l'interdiction progressive à la location des passoires thermiques.

Cette politique pour le moins dispendieuse a

contribué à l'apparition d'une pénurie de logements en même temps que le plafonnement des loyers et le relèvement des bases et du taux de la taxe foncière.

En octobre dernier, le programme de soutien à la rénovation énergétique avait même été épinglé par le défenseur des droits pour sa complexité et de réels problèmes d'accès des usagers.

Au total, 7 Mds€ supplémentaires seront déployés dès l'année prochaine par l'exécutif au moment même où il subit les injonctions répétées de la Commission européenne pour réduire son déficit en dessous de la barre fatidique des 3 % posée par le traité de Maastricht, ce qu'il ne devrait d'ailleurs vraisemblablement pas être capable de faire d'ici la fin du quinquennat.

Au budget de cette année, les sommes totales engagées pour l'atteinte des objectifs européens de réduction des émissions des gaz à effet de serre atteignent déjà 25 Mds€, un poste de dépense qui fait douter de la volonté du gouvernement de faire des économies.

À long terme, il est hélas probable que ce soit la stratégie de Jean Pisany-Ferry de financement de la transition écologique par la dette et l'impôt sur les riches qui sera suivie par les gouvernants successifs, et ce malgré leurs dénégations.

Romain Delisle

Iphigénie à Splott

Au 11 Avignon : Gwendoline Gauthier porte avec hargne et talent le sort d'Effie, dans une banlieue abandonnée de Cardiff. Sur un texte de Gary Owen, le flow de cet opéra électro-rock vous emportera.



Sur la scène, un fauteuil, crapaud ou club, défoncé. Trois musiciens. Musique. À l'arrière, Gwendoline Gauthier fait des allers-retours. Elle s'approche. *Vous là, celui de vous qui est tranquille, à attendre quelqu'un....*

C'est Effie. Elle habite à Splott, un quartier de Cardiff, un endroit où on vivait, avant, où maintenant on essaye d'exister, les usines ont fermé, les commerces aussi. Elle vit chez sa grand-mère, elle a un copain. Et elle se saoule, une fois par semaine. Ah... ne la regardez pas dans les yeux, c'est une bombe.

Un jour, un soir, Effie rencontre Yann. Un homme blessé. Plus tard, beaucoup plus tard, Effie laissera filer son intérêt à elle, pour l'intérêt de tous. Elle se sacrifiera.

C'est un spectacle qu'on prend dans la figure, comme un coup de poing. Gwendoline Gauthier porte Effie

Société des lecteurs de Maurice Barrès

Pour adhérer à la Société des lecteurs de Maurice Barrès, il vous suffit d'adresser un courrier au siège de l'association, en précisant vos coordonnées et en joignant votre cotisation (chèque à l'ordre de Frédéric Aimard). Le tarif des cotisations pour l'année 2023 est fixé à 50 € (tarif général), 100 € (membre bienfaiteur), à partir de 200 € (mécène).



à bout de bras, le texte de Gary Owen l'habite. Son flow est soutenu par trois musiciens multitalentueux, un univers electro-rock, les accords rythment les pains qu'Effie prend dans la gueule, malgré sa bonté désespérée, ses espoirs maladroits, le soutien malhabile de Kevin, son mec, de sa grand-mère.

C'est un spectacle dont on sort touché. Bluffé par sa qualité, touché par le sort de cette Iphigénie sacrifiée par le sort qui se sacrifiera pour le bien commun, convaincu par la hargne et le talent de Gwendoline Gauthier.

Festival Avignon Off 2023. - 11 Avignon à 10h20. - Durée : 1 h 30. - Texte : Gary Owen. - Avec : Gwendoline Gauthier accompagnée des musiciens François Sauveur, Pierre Constant, Julien Lemonnier. - Mise en scène : Georges Lini. - Compagnie : Théâtre de Poche Bruxelles. Visuel © Debby Termonia.

Une merveilleuse histoire de sexe dégueulasse

À La Reine Blanche : une folie déjantée de Pierre Note et Benoît Giros, pour les adultes avertis qui s'amuseront à assister à la représentation autant que les acteurs à la jouer.

Sur la scène, une table, deux chaises. Une dizaine de caissons, chacun porte les objets qui seront utiles pour les séquences de la pièce. Pierre Note et Benoît Giros arpente la salle, sur leurs smartphones, la photo d'un torse nu, un homme. *Il me faut un verre d'eau...*

Ils ont rendez-vous ensemble, ni l'un ni l'autre ne ressemble à son profil (ben oui, ils sont un peu connus). Ils se quittent sans être d'ac-



cord sur rien. Sauf sur une chose : ils ne veulent plus d'amour. Le destin (ou l'auteur de la pièce) va s'obstiner à multiplier les rencontres. Ils peuvent changer de profil, d'appli, les voilà à nouveau l'un face à l'autre. Alors ils multiplient les expériences, autant pour tenter la chose que pour prendre l'autre à son propre piège. Jusqu'à ce que...

J'ai ri du début à la fin. C'est un spectacle rythmé, qui pulse, bourré d'autodérision et de contradictions, et si l'aubergine finit à peu près là où on l'attendait, vous regarderez d'un autre œil les verres en plastique à pied (est-ce que, comme le tabac, l'usage de la vaisselle à usage unique est autorisé pour la nécessité de la dramaturgie ?) ni les tartes aux oignons (des œufs dans une pâte à tarte Naturalia vegan, c'est logique ?).

Vous l'aurez compris, ce n'est pas un spectacle tout public. D'ailleurs c'est écrit sur l'affiche : pour adultes avertis. C'est un spectacle déjanté où le public et les acteurs s'amusez autant les uns que les autres, et dont la leçon de vie, finalement... chassez le naturel l'amour, il revient au galop.

Festival Avignon Off 2023 - La Reine Blanche à 21h50. - Durée : 1h05. - Texte : Pierre Note. - Avec : Benoît Giros, Pierre Note. - Mise en scène : Pierre Note. - Compagnie : L'idée du Nord - Benoît Giros. - Visuel : © Séverine Charrier.

Le Moby Dick

Aux Gémeaux Avignon : une chronique réaliste et sociale de Lina Lamara, servi par un beau travail de troupe. Le monde des dockers, vu au moment où l'arrivée des porte-containers géants et la mondialisation imposent l'augmentation des rendements.

Sur la scène, un container, des escabeaux, du matériel industriel. Dans les cintres, on aperçoit un sac d'entraînement de boxeur. Une femme blonde arrive. L'histoire que vous allez voir est une fiction (rires). Toute ressemblance (...) fortuite.

Gare Saint Lazare. Ishmael prend le train pour Le Havre, Ouvrier Docker Occasionnel, il rejoint l'équipe qui va vider le Moby Dick, le plus grand porte-containers du monde. On va le suivre dans son apprentissage du monde des quais, avec ses codes, ses légendes. Au moment où l'automatisation arrive, où ce monde se bat une dernière fois pour sa survie « comme avant ». Un combat perdu d'avance, mené avec noblesse.

Le Moby Dick, écrit et mis en scène par Lina Lamara, est un très beau tra-

vail de troupe, qui rend hommage au monde des travailleurs invisibles qui ont la pression pour que les choses arrivent dans nos boutiques, dans nos maisons. Lina Lamara décrit ce monde, avec sa noblesse, ses codes et ses compromissions, et l'univers dans lequel il s'inscrit, là aussi les codes, les compromissions. Les dockers qui formaient une famille fermée, comme les mineurs, les ouvriers du livre, les cheminots. Un métier qui donnait le sens de leurs vies, qui n'est plus que le maillon d'une chaîne.

J'ai aussi entendu dans le texte l'écho des émeutes qui remuaient la France il y a quelques semaines, dont on a dit qu'elles ont cessé à la demande des dealers. Sur les quais, ce sont les trafiquants de cocaïne qui veulent que le travail reprenne.

Un texte intelligent, qui pose les choses, laisse chaque spectateur tirer sa conclusion, réaliste et sociale.

Festival Avignon Off 2023 - Théâtre des Gémeaux : 11h35. - Durée : 1h20. - Texte : Lina Lamara. Avec : Pierre Benoist, Adrien Bernard-Brunel, Akim Chir, Alexis Desseaux, Alain Leclerc, Antonio Macipe, Alex Metzinger, Nicolas Soulié, Stéphane Titeca, Valérie Zaccomer. - Mise en scène : Lina Lamara. - Compagnie : Compote de Prod. - Visuel : © Philippe Sheraf.



Faire vite sans cesser de faire bien

<https://comtedeparis.com/un-manifeste-pour-lecologie-politique/>

par Fabrice de Chanceuil

On sait que plusieurs princes, régnants ou non, s'intéressent à l'écologie. Cette préoccupation est très présente chez le nouveau roi d'Angleterre, Charles III, qui s'est mis dans les pas de son père, le duc d'Édimbourg, déjà très soucieux de l'avenir de la planète. De même pour le prince Albert II de Monaco, lui-même digne continuateur de son trisaïeul, Albert Ier, fondateur du Musée océanographique de Monaco. Mais c'est la première fois qu'un prince de France s'engage publiquement sur la question. En effet, le 4 juillet dernier, le prince Jean d'Orléans, comte de Paris et chef de la Maison royale de France, a publié un Manifeste pour l'écologie politique.

Lui aussi se pose en héritier de son père, le prince Henri d'Orléans, ami de l'écologiste Pierre Rabhi, mais dont la mort, en 2019, a interrompu le projet qu'il était en train d'élaborer sur le sujet.

Le Prince Jean, de son côté, n'est pas complètement novice en la matière. En septembre 2005, pour le centenaire des expéditions de son aïeul, Philippe d'Orléans, il avait participé sur un brise-glace à un voyage scientifique en Arctique au cours duquel il avait pu constater les effets du changement climatique. Plus récemment, en 2022, le Prince avait prononcé une allocution à l'occasion de la Journée mondiale de la Terre, dans laquelle il avait plaidé pour une approche équilibrée de la question environnementale.

Aujourd'hui, avec ce manifeste, qui résulte des conclusions d'un forum tenu à Bordeaux en mars dernier, le Comte de Paris fait un pas de plus dans son engagement. À la différence des autres princes se plaçant plutôt dans une posture scientifique ou culturelle, le chef de la Maison de France se positionne clairement sur le terrain politique.

Certes, il introduit son propos par une référence aux travaux du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qu'il considère comme une base scientifique incontestable, le distinguant d'emblée des écolo-sceptiques prompts à y voir une vision plus idéologique que scientifique. Toutefois, le Prince estime que ces travaux ne se suffisent pas à eux-mêmes et qu'il convient d'y associer une approche humaine. Et de citer le préambule de la Conférence de Stockholm de 1972, un peu oublié aujourd'hui,

qui, bien loin de voir dans l'homme un prédateur de la nature, affirmait que « l'élément naturel et celui que (l'humain) a lui-même créé, sont indispensables à son bien-être et à la pleine jouissance de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie même » ainsi que l'Encyclique *Laudato Si'* du pape François de 2015 pour laquelle « une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale ».

C'est dans cette perspective que la Prince veut inscrire son projet d'écologie politique qui s'avère assez radical, plaidant pour une économie qui ne soit plus fondée sur une croissance effrénée de la production et de l'accumulation au bénéfice d'une économie tournée vers « le plein développement des hommes » citant l'économiste François Perroux qui fut un conseiller de son grand-père.

Il renvoie ainsi, dos à dos, « les partis politiques de gauche et de droite, qui soutiennent le productivisme prédateur ultralibéral » et « ceux des partis écologistes qui ont divinisé un écosystème Gaïa », leur préférant une mobilisation des citoyens, nouvelle illustration de l'appel au pays réel face au pays légal.

Se voulant aussi pédagogue, le manifeste souligne l'importance des mots et des concepts, s'attachant à distinguer l'écologie politique et la politique écologique et à définir l'écosystème et l'environnement afin de disposer d'un corpus d'idées et de références capables de guider l'action. On peut s'étonner que le Prince n'ait pas introduit à ce stade la notion d'écologie humaine mais ce serait lui faire un mauvais procès de penser qu'il ne s'en soucie pas, lui qui, au contraire, s'est toujours présenté en Prince chrétien soucieux des enjeux anthropologiques.

Si le cadre existe donc désormais, il convient maintenant de le remplir. Le Comte de Paris ne se cache pas la difficulté pour aboutir au résultat souhaité, conscient que le système actuel instrumentalise plus la société civile qu'il ne lui permet d'être réellement force de proposition. « Il nous faut donc trouver la forme dans laquelle ces initiatives citoyennes pourront être à la fois utiles et efficaces » mentionne le manifeste qui conclut par ces mots : « Il faudra faire vite sans cesser de faire bien, car le temps nous est maintenant compté ». ■